



LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Dammartin-en-Goële, le 16 septembre 2015

Nous, élus de Seine-et-Marne, demandons à Monsieur le Premier Ministre de respecter le Pacte Républicain afin de préserver notre territoire

Nous sommes vos représentants : 37 maires unanimement mobilisés, au-delà de toute appartenance politique.

De droite, du centre ou de gauche, nous appartenons tous à la Communauté de Communes Plaines et Monts de France (CCPMF) que les services de l'Etat tentent actuellement de démanteler, pour des raisons bien éloignées de l'intérêt général.

Issue d'un long processus de rapprochement, la CCPMF est, depuis le 1er janvier 2014, la plus grande intercommunalité de Seine-et-Marne et son périmètre a été jugé comme cohérent et pertinent par le Conseil d'Etat. Elle regroupe aujourd'hui 37 communes représentant 110 000 habitants.

Alors pourquoi vouloir aujourd'hui la scinder en ordonnant, sans concertation préalable, le rattachement de 17 de ses communes à une entité située dans le Val d'Oise satisfaisant, à elle seule, au seuil de population requis par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ?

Pourquoi vouloir démanteler une Communauté active pour ses habitants, alors même que la loi ne la concerne pas, son siège étant hors de l'unité urbaine de Paris ?

Pourquoi imposer avec tant de zèle un périmètre contraire à l'intérêt de chacun qui, en parallèle d'une hausse d'impôts locaux de 250 à 500 € par foyer, verra disparaître plusieurs services publics ?

Tous les acteurs territoriaux ne s'y trompent d'ailleurs pas : **les conseils municipaux de la CCPMF ont unanimement délibéré contre ce nouveau découpage arbitraire, ainsi que deux des trois intercommunalités impliquées et une majorité écrasante de la Commission Régionale de Coopération Intercommunale (10 pour, 57 contre le démantèlement).**

Et pourtant... ce projet ubuesque, sans aucun socle légal valable et en défaveur notoire des habitants, est obstinément soutenu par le Préfet de Région, représentant de l'Etat sur notre territoire.

En France, le Pacte Républicain s'appuie, dans le cadre de la loi, sur le respect de la volonté de la population et de ses représentants.

Maintenir le démantèlement de la CCPMF reviendrait donc clairement à bafouer ce pacte pour faire prévaloir les intérêts particuliers ou électoraux sur l'intérêt général.

Mesdames et Messieurs, élus, habitants de la CCPMF et des territoires concernés, il est désormais temps d'exiger du Premier Ministre, garant des valeurs de la République, d'annuler ce projet catastrophique et anti-démocratique pour lancer une concertation à la hauteur des enjeux de notre territoire, dans le respect des intérêts de tous.

**Les 37 maires unanimes de la CCPMF,
soutenus par
l'ensemble du Conseil départemental de Seine-et-Marne**

Communauté de Communes Plaines et Monts de France